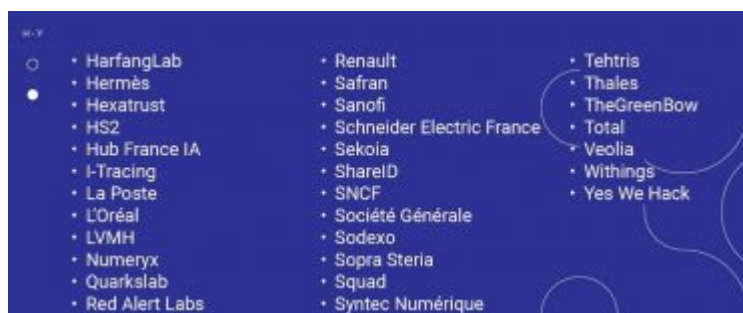


Le Campus Cyber renforce son capital

A quelques mois de son inauguration, prévue cet automne dans la Tour Eria du quartier d'affaires de la Défense (92), le Campus Cyber annonce l'arrivée de 64 entreprises et associations professionnelles à son capital via un [communiqué](#) de Cédric O, le Secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques.

LES 64 NOUVEAUX MEMBRES DU CAMPUS CYBER.



» Cette augmentation de capital formalise l'adhésion du secteur privé à l'initiative et 64 entreprises rejoignent ainsi les huit entités fondatrices (Atos, Beijaflore, CapGemini, Cesin, Epita, Gatewatcher, Orange Cyberdefense et Wavestone) présents dès la création en décembre 2020. L'Etat rentrera au capital

de la SAS dans les semaines à venir afin de compléter la capitalisation du projet en portant la part de l'investissement public à 49%. » indique Cédric O.

Lors des dernières Assises de la cybersécurité de Monaco, la forme juridique de ce « campus opérationnel » [avait été dévoilée](#). Soit une société par actions (SAS) financée par un capital public/privé (51% / 49 %) d'un montant de 2 millions €.

Michel Van Den Berghe quitte Orange Cyberdefense

Côté privé, six grandes ESN (Capgemini, Sopra Steria, Orange, Atos, ..) vont verser 100 000 € chacune, trois acteurs français de la cyber (groupe Ionis, Gatewatcher et Yes We Hack) vont apporter 30 000 € et onze entreprises contribueront à hauteur de 10 000 €. Ce capital sera sécurisé dans un [Fonds de pérenité](#) qui protège de toute cession des actions.

Le montant de la participation au capital des nouveaux entrants n'est pas précisé.

En revanche, il se confirme que le Campus Cyber sera bien dirigé par son actuel Président [Michel](#)

[Van Den Berghe](#), par ailleurs CEO de Orange Cyberdefense depuis 2014. Selon nos confrères du [Monde Informatique](#), il va quitter la direction de la filiale de l'opérateur pour se consacrer à son développement. « Ce poste nécessite désormais une pleine disponibilité et indépendance vis à vis des entreprises et entités impliquées » explique-t-on chez Orange.